

**DEPARTEMENT DE L'ISERE**

**COMMUNE DE SAINT-LATTIER (38840)**

**MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

*Demande d'examen au cas par cas -1- Formulaire d'examen au  
cas par cas*



**PLU approuvé le 4 décembre 2017**

**Modification simplifiée n°1 approuvée le 9  
juillet 2018**

**Alpicité**  
Urbanisme, Paysage,  
Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,  
1, résidence la Croisée des Chemins 05200 Embrun  
Tel : 04.92.46.51.80 / Mail : [contact@alpicite.fr](mailto:contact@alpicite.fr)  
Site Web : [www.alpicite.fr](http://www.alpicite.fr)

# EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME ÉLABORATION ET PROCÉDURES D'ÉVOLUTION

*Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.*

*En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.*

***Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.***

*Les liens Internet sont donnés à titre indicatif*

## 1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc ?	Modification de droit commun n°1 du PLU de la commune de Saint-Lattier

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	Non concerné
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	

## 2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	M. Frédéric de Azevedo Président de la Communauté de Communes – Saint-Marcellin Vercors Isère
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Saint-Marcellin Vercors Isère communauté - Maison de l'intercommunalité 7 rue du colombar - 38162 Saint-Marcellin cedex
<b>NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.</b>	

### 3. Caractéristiques générales de votre projet

#### 3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?

<input checked="" type="radio"/> Oui	<input type="radio"/> Non	La commune de Saint-Lattier est couverte par le SCoT de la Région Urbaine Grenobloise approuvé le 21 décembre 2012.
--------------------------------------	---------------------------	---

#### 3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?

<input checked="" type="radio"/> Oui	<input type="radio"/> Non	Le PLU de Saint-Lattier a été approuvé le 4 décembre 2017. Il a ensuite fait l'objet d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 9 juillet 2018.
--------------------------------------	---------------------------	---

#### 3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?

Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	Saint-Lattier compte 1399 habitants en 2019.
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	Saint-Lattier a une superficie de 19,4 km <sup>2</sup> (1940 ha)
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	Totalité du territoire communal
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. <b>Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones urbaines : 75,90 ha</li> <li>- Zones à urbaniser : 0 ha</li> <li>- Zones non urbanisées : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Zones agricoles : 1147,81 ha</li> <li>o Zones naturelles : 588,70 ha</li> </ul> </li> </ul>

#### 3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

**Annexe à joindre :** pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)

1. Préserver et mettre en valeur le caractère rural et naturel de la commune
2. Maitriser le développement démographique en respectant la consommation d'espace et l'étalement urbain
3. Polariser et prioriser le développement communal sur la Baudière puis le village

**NB :** Le PADD n'a pas été modifié par la modification de droit commun n°1 du PLU

#### 3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

**Annexe à joindre :** délibération engageant la procédure

La commune de Saint-Lattier a décidé de mener une modification de droit commun n°1 de son PLU afin de permettre notamment une actualisation de l'étude de risques inondation sur les hameaux des Fauries et de la Mûre.

Les objectifs poursuivis par la procédure et présents dans l'arrêté prescrivant l'engagement de la modification de droit commun n°1 sont les suivants :

- Retirer le classement en zone rouge au titre des risques d'inondation, sur les hameaux « des Fauries » et de la « Mure » et venir ainsi compléter le rapport de présentation, conformément au jugement du tribunal Administratif de Grenoble n° 1800736 rendu le 30 janvier 2020 ;
- Intégrer l'étude de l'inondabilité des quartiers des Fauries et des Mures et mettre à jour certaines définitions et règles relatives aux risques naturels ;
- Améliorer la lisibilité des risques sur le règlement graphique ;
- Créer une STECAL au lieudit « la Gare » autour de l'activité de l'Herboristerie ;
- Ajouter, modifier et mettre à jour certaines dispositions générales dont les dispositions particulières et définitions du règlement ;
- Limiter les abris de jardins dans zones urbaines ;
- Clarifier certaines règles en proposant une nouvelle écriture ;
- Supprimer certaines règles d'aspect non adaptées ;
- Assouplir les règles des toitures terrasses lorsqu'elles sont autorisées ;
- Adapter les règles sur les panneaux solaires afin de permettre leur installation en toiture et au sol (à l'exception de la zone Ue) ;



- Préciser l'implantation des piscines par rapport aux limites séparatives ;
- Préciser que le cahier des prescriptions et le nuancier en annexe du règlement ne sont applicables qu'au Cutil (zones Uc et Ue) ;
- Supprimer la possibilité de créer des logements de fonction dans les zones économiques (Ue et Ne) ;
- Sécuriser les accès aux propriétés en imposant le stationnement du véhicule avant l'entrée en dehors du domaine public dans l'ensemble des zones ;
- Supprimer les règles sur les enseignes ;
- Augmenter la hauteur des clôtures autorisées en zones A et N ;
- Augmenter l'emprise au sol des extensions des habitations existantes en zones A et N ;
- Autoriser la diversification des activités agricoles en zone A ;
- Clarifier les destinations de constructions autorisées en zone N ;
- Supprimer les règles concernant les bâtiments faisant l'objet d'un changement de destination en zone N ;
- Procéder à des ajustements réglementaires facilitant l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Ainsi, on peut donc regrouper ces différents objectifs en 3 grands thèmes : l'actualisation de l'étude des risques inondation sur les hameaux des Fauries et de la Mûre, la création d'un STECAL et des modifications et ajustements réglementaires.

### 3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

Oui	<input checked="" type="radio"/> Non	<i>Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)</i>
-----	--------------------------------------	--

### 3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?

	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :	x		Un passage devant la CDPENAF est requis pour la modification de droit commun n°1 du PLU de Saint-Lattier au titre des articles L151-12 et L151-13 du Code de l'Urbanisme concernant l'extension des habitations existantes en zones A et N et la création de STECAL.
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		x	Par exemple : <i>procédure d'AVAP, zonage d'assainissement ou pluvial, etc ?</i>

### 3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...

	oui	non	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la <a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43:i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270">loi Montagne</a> ? <a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43:i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270">http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43:i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270</a>		x	
Les dispositions de la <a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection%20du%20zonage%20«%20Loi%20Littoral%20»">loi Littoral</a> concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? <a href="http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection%20du%20zonage%20«%20Loi%20Littoral%20»">http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection du zonage « Loi Littoral »</a>		x	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ( <a href="#">SDAGE</a> ) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux ( <a href="#">SAGE</a> ) ? <a href="http://www.gesteau.eaufrance.fr/">http://www.gesteau.eaufrance.fr/</a>	x		SDAGE Rhône-Méditerranée SAGE Bas Dauphiné Plaine de Valence Contrat de milieu/rivière Sud Grésivaudan
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	x		Communauté de Communes Saint-Marcellin Vercors Isère

**3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?**

**Annexe(s) à joindre :** Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone

Les modifications apportées concernent la totalité du territoire communal. En effet, il s'agit de mises à jour des éléments de connaissances sur les risques, de la création d'un STECAL au lieu-dit La Gare, de corrections d'erreurs matérielles, de mises à jour d'annexes, d'ajustements de règles dans des zones spécifiques mais également de dispositions générales applicables à l'ensemble des zones.

## 4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

### 4.1 Présentation de votre projet

À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	<ul style="list-style-type: none"><li>• Commune de centralité urbaine</li><li>• Commune péri-urbaine de première couronne</li><li>• Commune péri-urbaine éloignée</li><li>• Pôle de vie au sein d'un espace péri-urbain</li><li>• Pôle rural ou centre-bourg dans un espace rural</li><li>• <u>Commune rurale</u></li><li>• Autre : .... (précisez)</li></ul>
--	---

#### 4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :

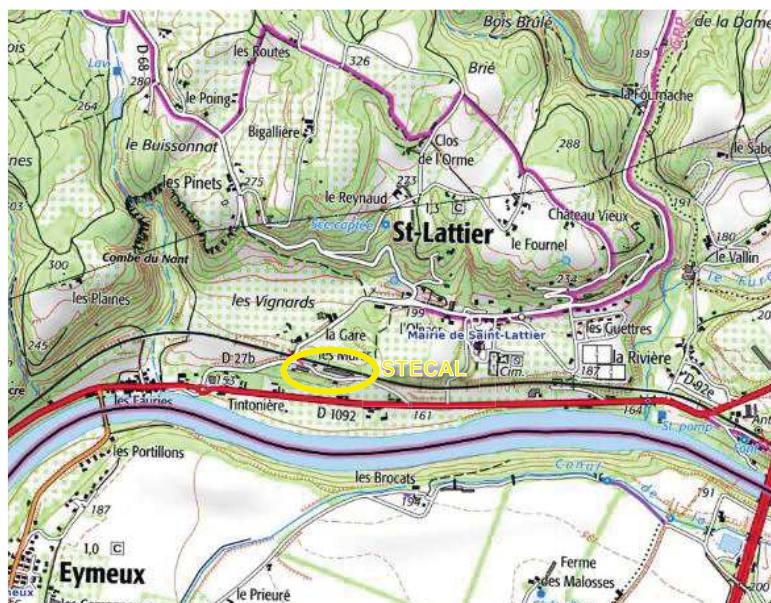
Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ? <a href="http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp">http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</a>	Les modifications apportées ne permettent pas la création de logements supplémentaires par rapport au PLU approuvé.
Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ? Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?	
Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ? <a href="http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp">http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp</a>	
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	
Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en oeuvre	

4.1 Présentation de votre projet	
4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :	
Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Non, la seule activité économique du Sud-Grésivaudan citée dans le SCoT de la Région Urbaine de Grenoble est la zone d'activité du Plateau des Echevagnes à Saint-Marcellin.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	La modification de droit commun n°1 permet la création d'un STECAL (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée) au lieu-dit « La Gare » afin de favoriser le développement de l'activité économique d'herboristerie.  Le secteur délimité en zone Ae1 représente une superficie de 7000m <sup>2</sup> (0,7ha).  Il s'agit d'un secteur classé en zone A dans le PLU actuellement opposable. Il n'y a donc pas d'ouvertures de zones à l'urbanisation. A noter également que l'activité est déjà existante il s'agit uniquement de permettre une extension de celle-ci et de maintenir ainsi l'activité.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ?	3 autres STECAL existent sur la commune représentant 2,7 ha : - STECAL Ne1 au lieu-dit du Pont du Furand : 0,8ha - STECAL Ne2 au niveau du Port du Perrier et La Rivière : 1,14ha - STECAL Ne3 à l'entrée ouest du hameau de la Baudière : 0,75ha.  La modification de droit commun n°1 ne vient pas modifier les droits de ce secteurs.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT : • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ?	Il existe de nombreuses zones d'activités recensées à l'échelle de l'intercommunalité (Plateau des Echevagnes de 3ha à Saint-Marcellin) ainsi qu'à l'échelle du SCoT (Innovallée, à Meylan, zone industrielle de Grande Ile à Villard-Bonnot, site Polimeri à Champagnier, etc...)
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?	Il n'y a pas de phasage prévu pour la création d'un STECAL.
Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)	

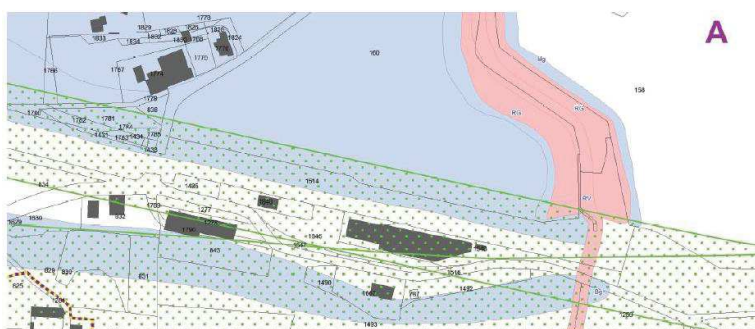
4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?	x		Voir la partie « Dans le cadre d'une procédure d'évolution : des zones identifiées naturelles, forestières ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant »
Des espaces boisés ?		x	
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?	x		<p>● La modification de droit commun n°1 permet la création de STECAL en zone agricole du PLU existant mais il ne s'agit pas d'une ouverture de zones à l'urbanisation puisque l'activité est déjà existante.</p> <p>De plus, le STECAL se situe sur de petites parcelles et sur une zone déjà bâtie et en grande partie anthropisée (ancienne gare de Saint-Lattier).</p>



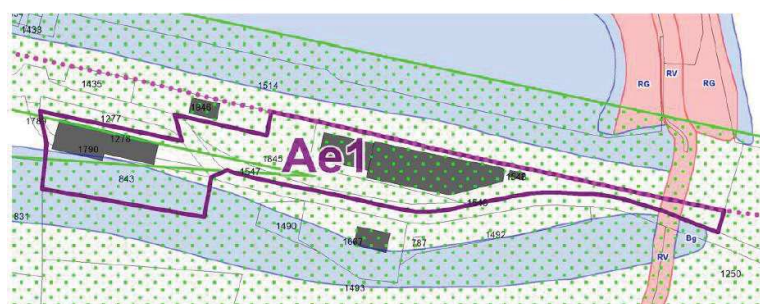
Enfin, les règles associées à ce STECAL autorisent les activités d'artisanat et de commerces de détail, à condition d'être uniquement sous forme d'extensions et de ne pas dépasser 300m<sup>2</sup> de surface de plancher, ce qui permet de maintenir le caractère agricole de la zone.



Extrait du plan de zonage du PLU opposable



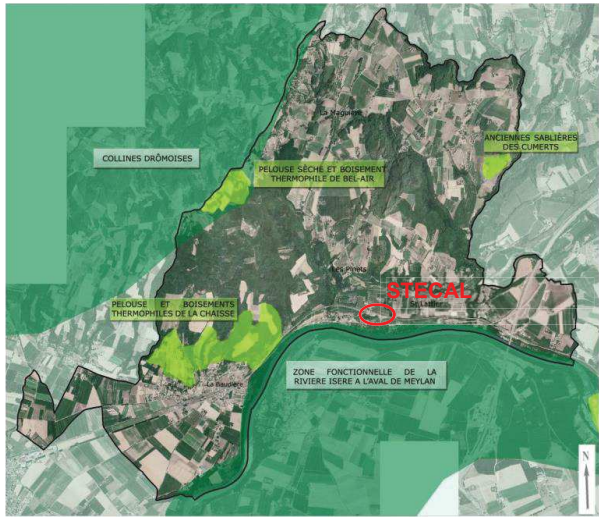
Extrait du plan de zonage du projet de modification de droit commun n°1



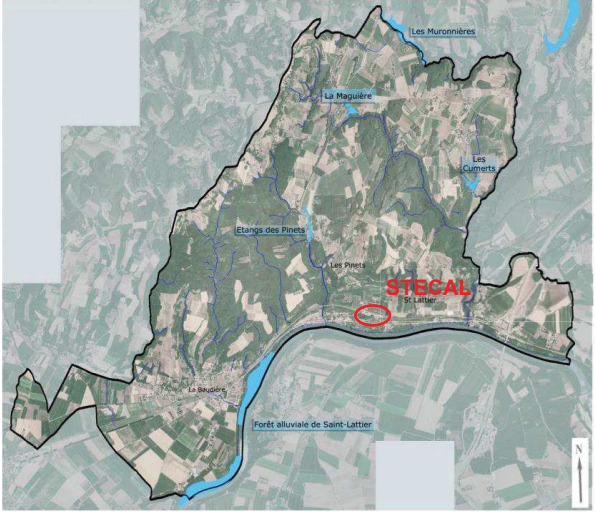
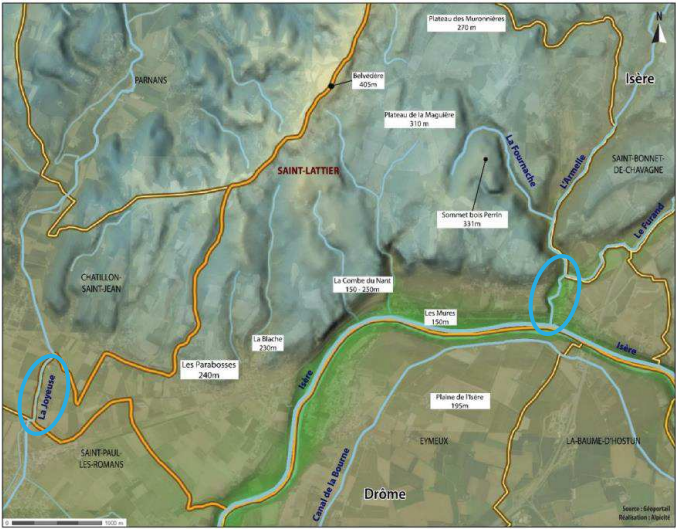
- La modification de droit commun n°1 permet également d'augmenter l'emprise au sol des extensions des habitations existantes en zones A et N du PLU actuellement opposable.

En effet, la surface de plancher des extensions des habitations existantes est limitée à 40m<sup>2</sup> en zones A et N mais l'emprise au sol est actuellement limitée à 30 m<sup>2</sup>. La modification augmente l'emprise au sol à 40m<sup>2</sup> afin de permettre à l'extension autorisée de faire une surface au maximum de 40m<sup>2</sup> de plain-pied. Cette

		<p>modification aura ainsi peu d'impact étant donné la surface très limitée des extensions autorisées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le reste des modifications apportées ne présente pas d'incidence sur la consommation d'espaces agricoles ou naturels puisqu'il s'agit d'ajustements réglementaires et de mises à jour sur les risques.</li> </ul> <p>La CDPENAF sur ces deux points (création STECAL + extensions en zones A et N) a émis un avis favorable sans prescription.</p>
Complétez si nécessaire		

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		X	
Un parc naturel national ou régional ?		X	
Une réserve naturelle nationale ?		X	
Un espace naturel sensible ?		X	
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>	X		<p>La commune de Saint-Lattier est concernée par trois ZNIEFF de type I et deux ZNIEFF de type II identifiées sur la carte suivante :</p>  <p>Carte des ZNIEFF - Commune de St Lattier Réalisation : C. Guignier Montico / Données : Geoportail / Fonds : orthophoto IGN 2013</p> <p>Les modifications réglementaires et l'actualisation des risques n'ont pas d'impact sur les zones naturelles. De plus, le STECAL prévu dans le projet n'est pas situé dans le périmètre des ZNIEFF présentes sur le territoire de Saint-Lattier.</p>
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		X	




<p>Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?</p>	<p>x</p>	<p>L'inventaire des zones humides de l'Isère indique la présence de cinq zones humides sur le territoire communal : Les Muronnières, Les Cumerts, La Maguière, Etangs du Pinet, Forêt alluviale de Saint-Lattier.</p>  <p>Les modifications réglementaires apportées, l'actualisation des risques et la création du STECAL n'ont pas d'impact sur les zones humides.</p>
<p>Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ?  <a href="https://www.eaurmc.fr/">https://www.eaurmc.fr/</a>  <a href="https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html">https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html</a>  <a href="http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html">http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html</a></p>	<p>x</p>	<p>Les cours d'eau identifiés sur la commune de Saint-Lattier au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Furand en liste 1</li> <li>- La Joyeuse en liste 2</li> </ul>  <p>Les modifications réglementaires, les mises à jour sur les risques et la création du STECAL n'ont pas d'impact sur ces deux cours d'eau.</p>
<p>Complétez si nécessaire</p>		

4.4 Continuités écologiques			
	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
<p>Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?</p>	<p>x</p>		<p>Le SCOT de la Région Urbaine de Grenoble identifie les trames vertes et bleues suivantes à l'échelle de Saint-Lattier :</p>

		<p>Trame verte Réservoirs de biodiversité pour préserver les richesses du territoire Réservoirs de biodiversité (recrus par un statut de protection, de gestion ou d'inventaire national) Réservoirs de biodiversité complémentaires (enjeux de biodiversité identifiés par des experts et inventaires locaux)</p> <p>Corridors pour assurer et garantir la fonctionnalité écologique du territoire Corridors naturels d'habitat écologique (hors courbes à pression urbaine) Périmètres de projet pour la maîtrise et la remise en état des continuités écologiques (ex. "Coudes de vie")</p> <p>Trame bleue Zones humides identifiées par l'inventaire départemental (Avenir, 2010) Cours d'eau et tronçons de cours d'eau reconnus comme réservoirs de biodiversité Cours d'eau et tronçons de cours d'eau de la BD Carthage (permanent et temporaire) périmètre 150 000 ans</p> <p>Espaces potentiels de développement à très long terme de la carte des limites pour la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers Zone Natura 2000</p> <p>Carte de la TVB issue de SCOT de la région urbaine de Grenoble</p>
		<p>Les modifications réglementaires, l'actualisation des risques et le STECAL, ayant une emprise au sol très faible, n'ont pas d'impact sur les différentes continuités écologiques identifiées sur la carte ci-dessus.</p>
<p>Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?</p> <p><a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a></p>	x	<p>Le SRCE identifie les enjeux relatifs aux continuités écologiques à l'échelle de la région Rhône-Alpes :</p> <p>Spécialisation des enjeux relatifs aux continuités écologiques</p> <p>Enjeux de maintien et de restauration des continuités écologiques de la Trame verte et bleue</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Enjeux relatifs au maintien et de la restauration de la continuité des cours d'eau</li><li>Enjeux de maintien et de restauration des continuités écologiques entre grands ensembles naturels et agricoles</li><li>Enjeux de maintien des continuités écologiques en secteurs d'urbanisation dense présentant des dynamiques de densification</li><li>Enjeux de maintien des continuités écologiques en secteurs d'urbanisation diffuse présentant des phénomènes d'étalement urbain et de mitage du territoire</li><li>Enjeux de maintien et de restauration d'une Trame verte et bleue fondamentale en secteurs à dominante agricole</li><li>Enjeux de maintien de la fonctionnalité écologique en secteurs à dominante naturelle et agricole</li><li>Enjeux de maintien et de restauration des continuités écologiques d'altitude au sein des grands domaines altitudinaux des Alpes</li></ul> <p>Autrement dit, ces enjeux ne sont pas exclusifs les uns des autres, ils peuvent se superposer en un endroit de territoire.</p> <p>Band cartographique</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Lacs et plan d'eau</li><li>Autoroutes</li><li>Routes principales</li><li>Zones fortes principales</li><li>Périmètre de la région Rhône-Alpes</li></ul>
		<p>Dans le cadre d'une procédure d'évolution et du fait de la faible emprise du STECAL, les continuités écologiques identifiées à l'échelle régionale ne sont pas impactées.</p>

#### 4.5 Paysage, patrimoine bâti

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? <a href="http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map">http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</a>		x	

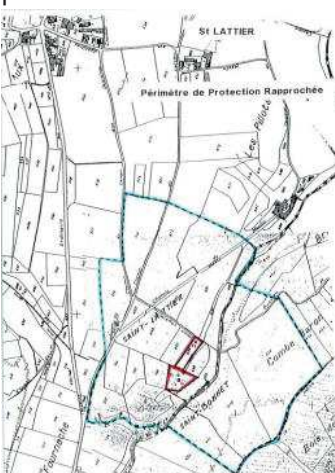
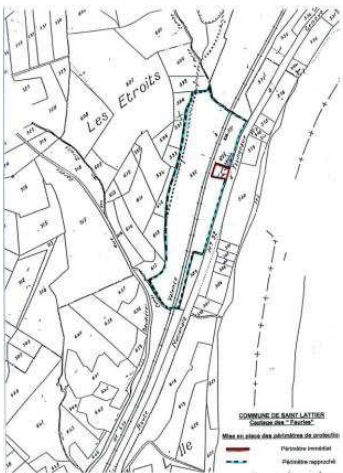
Site inscrit ou projet de site inscrit ? <a href="http://carto.dataara.gouv.fr/1/dreal_nature_pay_sage_r82.map">http://carto.dataara.gouv.fr/1/dreal_nature_pay_sage_r82.map</a>		X	
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		X	
Éléments majeurs du patrimoine ? <a href="http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/">http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/</a>	X		<p>On trouve différents éléments de patrimoine répertoriés sur la carte ci-dessous :</p>  <p>Une des modifications réglementaires apportées concerne l'ajout de précisions à la prescription applicable au patrimoine remarquable identifié, au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme. Cet ajout indique que les démolitions d'éléments de patrimoine repérés sont autorisées pour des raisons de salubrité et/ou de sécurité et que, s'ils le peuvent, ces éléments détruits doivent être reconstruits à l'identique ou se rapprocher le plus de l'élément avant démolition. Ainsi, cette modification permet des opérations de démolition pour assurer la sécurité mais veille à ce que le patrimoine soit reconstruit afin de le préserver.</p>
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?	X		<p>Les règles concernant l'aspect des constructions du STECAL sont celles déjà applicables en zone A. De plus, la hauteur des nouvelles constructions ne pourra pas excéder la hauteur des constructions existantes ce qui garantit une bonne insertion des bâtiments dans le paysage.</p>
Complétez si nécessaire			

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		La commune dispose de captages protégés dans le PLU actuellement opposable :



Commune d'implantation	Code DOASS	Captage	Maître d'ouvrage	Rapport géologique	D.U.P.	Statut	Type
SAINT-LATTIER	001560	FOURNACHE F2	MAIRIE DE SAINT-LATTIER	15/05/1996		CAPTAGE EN SERVICE	FORAGE
	001562	FAURIES	MAIRIE DE SAINT-LATTIER	15/01/1996		CAPTAGE EN SERVICE	SOURCE

Les périmètres respectivement de Fournache et des Fauries sont présentés sur les cartes ci-dessous :

Cependant, aucune des modifications apportées dans cette procédure d'évolution ne vient les remettre en cause.

Autres captages prioritaires ?		X	
--------------------------------	--	---	--

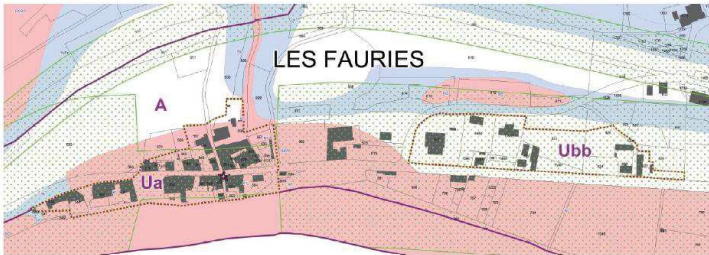
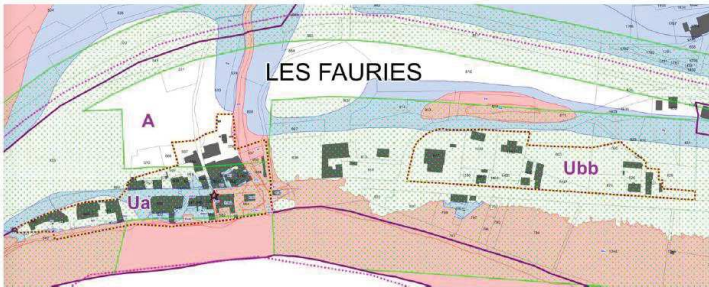
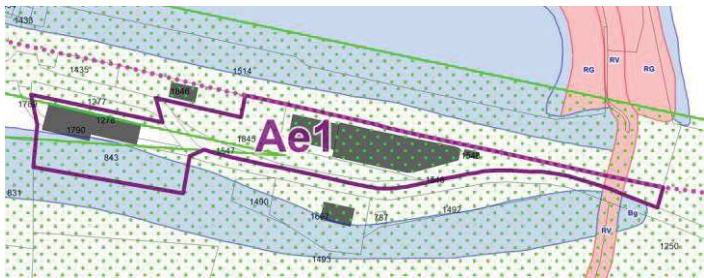
**Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales**

Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	X		Les modifications apportées n'ont pas d'impact sur la ressource en eau, le système d'assainissement et la gestion des eaux pluviales de la commune.
Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ? <a href="http://assainissement.developpementdurable.gouv.fr/">http://assainissement.developpementdurable.gouv.fr/</a>	X		De plus, les prescriptions réglementaires liées à la création du STECAL et relatives aux réseaux d'eaux permettent de s'assurer de la bonne gestion des eaux usées et des eaux pluviales des constructions et ainsi de garantir hygiène et sécurité.
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire ?	X		


Complétez si nécessaire

4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués : base de données BASOL ? <a href="http://basol.developpementdurable.gouv.fr/recherche.php">http://basol.developpementdurable.gouv.fr/recherche.php</a>		X	
Anciens sites industriels et activités de services : base de données BASIAS ? <a href="http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&amp;carte=">http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&amp;carte=</a>		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	

Complétez si nécessaire

4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?	x		<ul style="list-style-type: none"> <li>Les modifications apportées permettent d'intégrer l'étude de l'inondabilité des quartiers des Fauries et des Mûres et de mettre à jour certaines définitions et règles relatives aux risques naturels.</li> </ul> <p><u>Extrait du plan de zonage du PLU opposable</u></p>  <p><u>Extrait du plan de zonage du projet de modification de droit commun n°1</u></p>  <p><u>Extrait de la légende du plan de zonage du projet de modification de droit commun n°1</u></p> <p><b>Autres informations</b>  <span style="color: red;">----</span> Périmètre d'étude d'actualisation de l'aléa inondation - Avril 2022</p> <p>La note d'actualisation de l'aléa inondation réalisée par Alp'Géorisques en Avril 2022 intègre les transcriptions réglementaires de risques à appliquer. Il a été fait le choix de prendre les règles des dispositions réglementaires provenant du règlement du PPRI Isère aval pour avoir une homogénéité des règles sur l'Isère.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Notons également que la zone Ae1 correspondant à la création du STECAL au lieu-dit « La Gare » est soumise en partie au risque glissement de terrain.</li> </ul> 
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	

Nuisances ?		X	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		Le 20 mai 2022, la commune a reçu l'arrêté arr 038-2022-04-15-00007 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres. Les documents transmis ont donc été mis à jour dans l'annexe 5.4 du PLU et sur les plans de zonage.
Complétez si nécessaire			

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Y a-t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire ?	X		<p>Il y a 6 lignes de bus sur le territoire de Saint-Lattier mais les modifications apportées n'ont pas d'impact sur la desserte en transport collectif de la commune.</p> 
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?	X		Le SRCAE Rhône-Alpes et le projet de PCAET de la communauté de communes Saint-Marcellin Vercors Isère traitent des enjeux liés à l'énergie et proposent notamment des orientations pour développer les énergies renouvelables.
Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?	X		<p>Dans le cas du PLU actuellement opposable de Saint-Lattier, le règlement actuel ne permet par le développement de différents dispositifs de production d'énergie solaire. Ainsi, une des modifications apportées propose la règle suivante afin de garantir la bonne intégration des panneaux en toiture et de développer les panneaux au sol : « Les panneaux solaires thermiques sont autorisés en toiture à condition d'être intégrés à la couverture ou surimposés et d'avoir la même pente que la toiture. Les panneaux solaires thermiques encastrés au sol sont également autorisés ».</p> <p>Il s'agit donc d'une modification ayant un impact positif sur le développement d'énergies renouvelables.</p>
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	
Complétez si nécessaire			



## 5. Annexes (rappel)

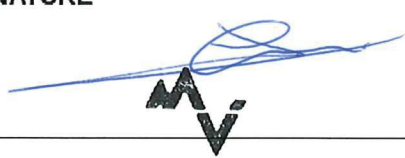
Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :

– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;

– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)

Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>

## 6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

<b>Date :</b> 11 juillet 2022 <b>Lieu :</b> St Marcelin	<b>NOM</b> PRENOM <i>PEROT-BERTON David</i> <b>SIGNATURE</b> 
--	---

**SAINT-MARCELLIN**  
**VERCORS ISÈRE**  
 COMMUNAUTÉ

7 rue du Colombier - CS20063  
 38162 SAINT MARCELLIN Cedex